

Bordeaux, le 13 juin 2023,

Madame la Présidente,

Nous ne pouvons commencer de siéger à cette Formation Spécialisée sans aborder à nouveau le sujet de la réforme des retraites et la grève du 06 juin dernier.

Alors que cette journée était présentée comme un enterrement, force est de constater que cette 14e journée de mobilisation contre la réforme des retraites a encore mobilisé des centaines de milliers de personnes sur l'ensemble du territoire. Si les taux de grève sont très différents d'un secteur à l'autre, le dynamisme et la colère étaient encore très présents dans les manifestations. À la DISI Sud-Ouest, les chiffres sont nettement supérieurs à la moyenne nationale avec un taux de grévistes de 11,14 %, 7,59 % pour l'ensemble de la DGFIP.

Face au déni de démocratie et au mépris du gouvernement, Solidaires Finances Publiques continue de s'opposer à cette réforme injuste, illégitime et brutale. Dans un contexte où l'inflation reste importante, cette loi « retraites » accentue les inégalités.

Solidaires Finances Publiques revendique une hausse des rémunérations, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses, des personnels de la Fonction Publique et des agents et agents de la DGFIP en particulier. Les premières discussions sur la rémunération dans la Fonction Publique se sont ouvertes hier le 12 juin et des discussions doivent également s'ouvrir tant au niveau ministériel que directionnel. Solidaires Finances Publiques exige notamment une réelle augmentation du point d'indice, la revalorisation de l'ACF et de l'IMT. D'après les 1^{ers} éléments qui ont filtré dans la presse, nous sommes encore très loin du compte : + 5 points d'indice à tous les fonctionnaires au 1^{er} janvier... Nous refusons tout dispositif au mérite. De la vie active à la retraite, chacun et chacune doit pouvoir vivre dignement.

Si pour le gouvernement, et pour nombre de médias, cette journée sonnait la fin de ce mouvement social, pour Solidaires Finances Publiques les colères légitimes des personnels de la DGFIP sont très loin d'être apaisées et continueront à se faire entendre dans les instances et dans la rue. Face au mécontentement grandissant des agentes et des agents, la page n'est définitivement pas tournée.

Concernant cette FS, Mme la Présidente, nous restons à nouveau très perplexes de siéger dans une instance, où il n'y a toujours pas de règlement intérieur. Nous espérons qu'il viendra un jour... Nous avons fait de notre mieux pour les collègues que nous représentons, en nous adaptant dans notre préparation pour prendre en compte les derniers documents que vos services nous ont transmis hier en fin de matinée.

Nous espérons également que les acteurs de la prévention, ISST, médecin du travail, et assistante sociale seront parmi nous aujourd'hui pour nous apporter leurs expertises.

Pour conclure comme la dernière fois, Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest est donc présent dans cette instance, mais ne considère pas pour autant que le dialogue social est rétabli sereinement au niveau national et local.

Notre présence n'est donc pas une règle, mais une circonstance au regard de notre priorité sur la santé et la sécurité des personnels qui nous font confiance.

Les représentant·e·s Solidaires Finances Publiques DISI Sud-Ouest.

